

LEGATION DE SUISSE
AU JAPON

Tokio, le 26 juillet 1940.

G.1.2.- aa.

21. 9. 40

P-C.

Rapport Politique No.12.

Monsieur le Président de la Confédération,

Comme mon dernier rapport le laissait nettement entrevoir, tout annonçait une crise imminente dans la vie politique japonaise. Luttant avec des difficultés sans cesse accrues, le cabinet Yonai voyait son autorité faiblir à vue d'oeil. A la suite de la campagne menée dans toutes les chapelles politiques en faveur de la création, sous la direction du prince Konoe, d'un parti unique qui devait apparaître comme l'expression de la volonté populaire de tirer tous les avantages possibles du chaos européen, il aurait peut-être réussi à prolonger son existence en rompant radicalement avec les méthodes de la politique traditionnelle. Ne clamait-on pas de tous côtés que le Japon se trouvait à un tournant de son histoire? Mais, refusant de faire peau neuve, il avait essayé, pour tenter un dernier effort de redressement, de justifier son attitude en précisant quels devaient être, à ses yeux, les objectifs du Japon. Le discours-programme de M. Arita fit cependant long feu. En dépit de la modération calculée de ses termes, il ne faisait pas moins époque dans l'histoire de la diplomatie nipponne, le gouvernement japonais y dévoilant, pour la première fois, l'ambition d'assurer son hégémonie sur toute l'aire orientale du continent asiatique. En temps normaux, une déclaration de cette envergure aurait

Au Département Politique Fédéral,

B e r n e .



souverainement plu aux nationalistes les plus impénitents, mais, dans les conjonctures actuelles, elle n'apportait pas les apaisements désirés à ceux qui, atteints par la contagion du "Blitzkrieg", brûlaient de réaliser ce à quoi ils n'auraient même pas osé rêver il y a quelques mois. Comme il ne parlait pas la menace à la bouche, le cabinet Yonai fût taxé de velléitaire et s'aliéna définitivement l'appui des militaires. Leurs journaux tonnèrent à l'envi contre ce gouvernement sans ressort, après quoi le Ministre de la guerre, jouet docile de l'Armée, donna sa démission. Avec l'impassibilité d'un marin, l'Amiral Yonai encaissa le coup et, feignant de ne pas comprendre, invita son collaborateur à suggérer le nom d'un successeur. Mais le général Hatta, qui avait été prendre ses ordres au G.Q.G., revint avec la réponse que l'Armée refusait de désigner un nouveau Ministre de la guerre. C'était l'arrêt de mort du Cabinet. Après six mois d'existence, il abandonnait les rênes du pouvoir.

A bien des égards, certains regretteront sa chute. Tout en s'efforçant, non seulement d'en finir avec la ruineuse guerre de Chine, mais encore d'atteindre des objectifs plus éloignés de la politique d'expansion du Japon, il s'astreignait visiblement à tisser, sur le métier de la courtoisie traditionnelle, la trame des ambitions nationales. Il s'attachait si bien à l'élégance des procédés qu'il lui répugnait, semblait-il, de tourner brutalement le dos à une France vaincue, qui tient encore à son Indochine, et à une Grande-Bretagne affaiblie, qui n'a pas grande envie d'évacuer ses intérêts de l'Extrême-Orient. Appelé par l'opinion puissante des extrémistes à choisir entre l'axe Berlin-Rome et l'amitié anglo-américaine, le gouvernement qui s'en va - et ce fut ce qui suscita l'ire des généraux - se montra louvoyant, voire réfractaire à l'idée de jouer l'avenir du pays sur une seule carte, qui ne se révélerait peut-être pas,

après tout, comme un irrésistible atout. Mais le traditionalisme correct d'un Yonai allié à la sage modération d'un Arita ne pouvait longtemps tenir tête à un courant qui puise, dans la nouveauté même des situations et des moyens, la violence nécessaire pour lancer à fond l'Empire dans la direction attirante de l'inconnu et, qui sait, de l'aventure. Le répertoire était usé. Il fallait le changer, broser des décors frais et appeler d'autres acteurs.

Le 17 juillet, l'Empereur rentrait de sa résidence estivale de Hayama pour confier au prince Konoe, ancien "premier" et leader désigné du parti unique en voie de formation, la tâche de constituer le nouveau gouvernement. Quelques jours plus tard, soit le 22 juillet, le cabinet était formé, et il l'était, fait digne de remarque, en dehors de toute participation des partis politiques.

Bien que les tribuns parlementaires se soient fort agités ces derniers temps, le choix des ministres s'est opéré sans que leur influence ait pesé d'un gramme dans la balance. Les élus du suffrage universel sont devenus comme la cinquième roue du char de l'Etat. Leur crédit sera-t-il restauré ou du moins replâtré lors de la création du parti unique à laquelle le prince Konoe travaillait lorsqu'il a été appelé à assumer les responsabilités du pouvoir? C'est ce que l'avenir nous apprendra.

Formé de personnages bien connus au Japon, mais effacés sur le plan international, le nouveau gouvernement ressemblerait à cet égard aux précédents, n'était le fait que le portefeuille des affaires étrangères a été confié à un homme qui a déjà fait parler beaucoup de lui au Japon comme au dehors et qui imprimera sans doute sa forte personnalité sur la nouvelle équipe gouvernementale. Il s'agit, comme les dépêches d'agence vous l'ont appris, de M. Matsuoka, l'homme à poigne et l'orateur incisif qui avait défendu la

cause du Japon à la Société des Nations lors du conflit mandchourien et avait finalement provoqué le retrait de son pays de l'aréopage de Genève. Après les déclarations qu'il a déjà faites à la presse, l'on ne saurait guère se méprendre sur l'orientation nouvelle qu'il va donner à la politique étrangère de son pays. L'expansionisme nippon en recevra une impulsion nouvelle. "Il y a du dynamisme dans l'air", écrivait l'autre jour le "Yomuri".

Il serait prématuré de se livrer à des prophéties sur le caractère et l'étendue de la métamorphose qui va s'accomplir dans les barraques du Gaimusho. Tout ce qu'on pourrait dire pour le moment, c'est que le nouveau Ministre des affaires étrangères cherchera à se rapprocher de l'axe Rome-Berlin, tout en se libérant, comme d'une servitude, des complaisances que ses prédécesseurs auraient prétendument nourries à l'endroit des Etats-Unis et de la Grande-Bretagne. Quant à la politique à l'égard des Soviets, elle restera vraisemblablement la même: pas de frictions, ou du moins aussi peu que possible, avec Moscou, aussi longtemps que le Japon a besoin d'avoir les bras libres ailleurs. On peut, au surplus, tenir pour certain que le nouveau ministère ne donnera dans aucune idéologie, mais qu'il sera uniquement animé du désir d'assurer, au prix de n'importe quelle combinaison, la suprématie de l'Empire dans le domaine de plus en plus vaste qu'il considère comme naturellement réservé à son influence exclusive.

Peut-être sera-t-on d'ailleurs déjà fixé à ce propos dans quelques jours, le prince Konoé s'étant promis de faire connaître prochainement les lignes essentielles de son programme. Mais même si ses déclarations n'étaient pas aussi explicites que d'aucuns le souhaiteraient, il n'est pas douteux que son gouvernement agira. Il a trop promis et éveillé trop d'espoirs pour qu'il ne se signale pas par des

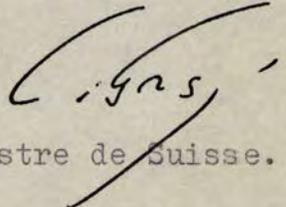
- 5 -

actes qui, pour certaines régions, pourraient bien être un bouleversement.

J'ai été reçu, aujourd'hui même, par M. Matsuoka à sa résidence officielle. Le Ministre des affaires étrangères, qui parle l'anglais avec beaucoup d'aisance, m'a réservé le plus sympathique accueil. Il m'a dit combien il avait admiré les beautés de notre pays; il a gardé, en particulier, un souvenir inoubliable de notre Léman et de notre Oberland bernois avec sa majestueuse Jungfrau. Son rêve, a-t-il ajouté, serait d'aller, sa tâche finie, se reposer dans le cadre de ces sites enchanteurs. Comme je répliquais, pour répondre à un compliment par un autre compliment, que l'on comparait souvent nos deux pays sous le rapport du pittoresque, M. Matsuoka m'a interrompu pour protester avec une vivacité tout amicale qu'aucune comparaison n'était possible. M'inclinant devant une conviction exprimée autant par le geste que par la voix, j'ai dit que mon Gouvernement serait heureux d'apprendre que notre pays avait trouvé un admirateur aussi chaleureux dans la personne du nouveau chef de la politique extérieure du Japon.

Nous n'avons pas parlé politique, bien qu'au cours de l'entretien, je n'aie pas manqué de glisser à mon interlocuteur que j'avais été parmi ceux qui avaient écouté son mémorable discours de Genève. Le Ministre des affaires étrangères avait voulu faire ma connaissance; il ne s'agissait pas de dissenter sur la Mandchourie ni d'aborder d'autres sujets délicats, d'autant plus que M. Matsuoka n'aurait rien pu me dire avant que le programme du nouveau Cabinet ait été sanctionné par l'Empereur.

Veillez agréer, Monsieur le Président de la Confédération, l'assurance de ma très haute considération.



Ministre de Suisse.